

Impôt sur le revenu—Loi

Notre parti ne va pas se contenter de rester là à attendre la récession... Nous allons lutter contre elle et la vaincre... Un gouvernement libéral utilisera tous les moyens économiques à sa disposition pour garantir les emplois et maintenir la croissance de l'économie canadienne.

Au cours de l'année qui a suivi cette déclaration, le premier ministre et son gouvernement n'ont fait aucun effort pour utiliser les outils économiques pour conjurer la récession. Bien au contraire, il a mis sept mois pour présenter son budget.

Le quatrième point du programme en cinq points du premier ministre consistait à diriger un gouvernement national qui emploierait sa puissance pour répondre aux aspirations des provinces et favoriser leur expression économique. Il a affirmé que ce serait un gouvernement national qui chercherait à bâtir et non à détruire et qui ferait des années 80 la décennie des chances à saisir plutôt qu'une décennie d'interrogations. Dans l'année qui a suivi, un secteur industriel en particulier, dans une province précise, a fait l'objet d'une taxation à ses propres dépens. De plus, le Parlement est saisi d'un projet constitutionnel qui voudrait faire de tous les citoyens canadiens en dehors du Québec et de l'Ontario, des citoyens de seconde classe. Le premier ministre s'est fermement engagé à permettre à chaque région et à chaque province de se développer.

La cinquième promesse du premier ministre était que son parti renforcerait la protection des individus en aidant ceux qui en ont le plus besoin et en garantissant le droit au travail de tous les Canadiens. Une année plus tard, on peut constater que ces promesses n'ont pas été tenues et que le gouvernement n'a encore rien fait en ce sens.

J'aimerais dire un mot de la proposition de taxe d'accise de 18 cents sur chaque gallon d'essence que notre gouvernement avait proposé d'établir, et la comparer aux décisions que le gouvernement actuel a prises. Les députés se souviennent certainement que nous avons indiqué que les augmentations de prix toucheraient seulement les personnes qui consomment de l'essence. Le gouvernement actuel a créé une taxe sur le raffinage ainsi qu'une taxe à la fois sur l'essence et sur le mazout domestique. Du coup, les personnes à revenu modeste vont devoir payer cette taxe sans pouvoir bénéficier d'un crédit d'impôt sur l'énergie.

Mon parti a fait des recherches détaillées sur les prix de l'essence. Mon collègue, le député de Vegreville, a posé le 12 janvier au ministre de l'Énergie une question dans laquelle il faisait remarquer que le prix de l'essence avait augmenté de 30 cents le gallon en un an alors que le premier ministre avait promis durant la campagne électorale de 1980 que les prix n'augmenteraient pas de plus de 14 cents le gallon. Je possède des données recueillies auprès de détaillants et de grossistes de ma circonscription qui révèlent que la hausse du prix de l'essence se situe entre 20 et 38,9 cents le gallon.

Le Canada a le bonheur de posséder d'abondantes ressources naturelles et un grand potentiel humain. On ne peut que s'attrister de voir le gouvernement étouffer le développement de ce potentiel humain et de nos ressources naturelles. J'espère que le gouvernement réfléchira à ce qu'il fait et proposera des mesures qui aideront les Canadiens à s'épanouir et nous permettront d'exploiter les ressources naturelles des provinces de l'Ouest pour le plus grand bien de tous les Canadiens.

M. McKenzie: Monsieur le président, je voudrais faire quelques brèves remarques au sujet du bill C-54, notamment en ce qui concerne l'énergie, et parler des répercussions du budget et des conséquences catastrophiques qu'aura la politi-

que énergétique libérale pour l'industrie et pour le pays dans son ensemble. Plus inquiétant encore est l'attitude du gouvernement qui a fait très clairement savoir qu'il allait poursuivre cette politique catastrophique. Nous allons devoir le harceler jusqu'à ce que les ministres cèdent et abandonnent leur position.

● (1650)

Je tiens à féliciter le député de Pembina pour son discours. Il a démontré très clairement qu'il ne faut jamais faire confiance à un Libéral.

Je voudrais parler de certaines lettres que nous avons reçues de l'industrie de l'exploitation et du forage pétroliers du Canada au sujet des conséquences très graves et néfastes que la politique énergétique libérale aura pour elle. Je voudrais citer une lettre que l'Independent Petroleum Association of Canada a adressée au premier ministre le 26 janvier dernier. La lettre dit ceci:

Après trois mois d'étude sérieuse, nous, l'Independent Petroleum Association of Canada, arrivons à la conclusion que le Programme énergétique national aura des effets désastreux non seulement pour notre industrie, mais aussi pour l'objectif national d'autarcie énergétique et même pour l'économie tout entière.

Nous représentons le secteur de l'industrie du pétrole et du gaz dont la propriété et le contrôle sont canadiens.

Je souligne, monsieur le président, que je parle d'entreprises canadiennes et non pas de multinationales ou de magnats du pétrole. Il s'agit de petites entreprises canadiennes qui sont harcelées et chassées du pays par les programmes libéraux.

La lettre poursuit:

Nous n'avons rien à redire aux objectifs déclarés du Programme. Nous croyons tout simplement que le Programme ne les réalisera pas et qu'il nuira même à leur réalisation.

Chaque document, lettre, revue ou journal que je lis dit la même chose, que le Programme nuira à la réalisation de ces objectifs. Cette politique ridicule est donc rétrograde.

Je poursuis la lecture de la lettre:

Étant donné les vastes répercussions nationales et internationales du Programme énergétique national, nous prions respectueusement le gouvernement de former un comité spécial mixte du Sénat et des Communes chargé d'en étudier à fond l'effet et les ramifications.

Toujours à propos du Programme énergétique national, l'auteur de la lettre poursuit:

Il y va de la santé de l'économie nationale, des emplois par tout le Canada, de l'approvisionnement garanti de pétrole dans l'immédiat et à long terme, de notre commerce international et de la balance des paiements ainsi que de l'unité canadienne. En fait, comme on le signale dans le PEN même, le Programme «... influera sur presque tous les domaines d'activité au Canada, ...»

On semble être témoin de cette activité aux frontières où l'on voit des files de camions chargés d'installations de forage destinées à l'étranger.

On a annoncé que, la semaine dernière, à Coutts, en Alberta, une file de camions longue d'un mille attendait à la frontière. Aujourd'hui, le ministre de l'Énergie a dit qu'il n'en croyait rien, mais nous recevons des photos de ces colonnes de camions qui partent. Je suis certain que le ministre dirait que la photo de l'*Advocate* de Red Deer est truquée, qu'on raconte des mensonges et qu'il ne se passe rien de la sorte. Je doute sérieusement que l'*Advocate* publie des photos truquées et donne de faux renseignements au sujet du matériel de forage et des camions qui quittent le Canada. Voici un compte rendu publié dans l'*Advocate* de jeudi dernier: